



Le plan canal - ou comment faire couler un peu plus le bateau 'police' !

Création : lundi 8 février 2016 19:36

Jeudi dernier, à l'occasion d'un comité supérieur de négociation, l'autorité s'est contentée d'une communication qui n'était pas à l'ordre du jour, le plan canal !

En peu de mots, sans que le sujet ne puisse faire débat, l'autorité nous a informés que des policiers fédéraux (issus de la réserve fédérale et dont certains sont actuellement détachés en province) seraient mis à disposition des zones de police bruxelloises dans le cadre du plan canal.

Rapidement, nos collègues se sont adressés à nous car, pour eux aussi, la surprise fut totale et sans discussion possible !

Parmi ces collègues, certains devaient participer à la sécurisation d'événements classés en niveau 3 (Grave) par l'OCAM. Vu l'urgence de leur déplacement, ils n'ont pu être remplacés, au grand dam des autorités locales qui comptaient sur ces renforts. Par ailleurs, et à titre d'exemple, ce week-end, deux sections d'une zone de police locale bruxelloise sont allées en renfort à BRUGES !

Y a-t-il dans ce pays des frontières au-delà desquelles les terroristes ne peuvent agir ? La sécurité des habitants de Bruxelles doit-elle passer avant celle des habitants des diverses provinces du pays ? L'urgence était-elle à ce point que rien ne pouvait être négocié avant une mise en place ?

La considération du gouvernement envers ses policiers est-elle tombée si bas qu'aucune concertation n'en devient plus nécessaire lorsqu'il s'agit d'engager les policiers sur le territoire ? Voici une partie de nos interrogations qui ne doivent cependant pas cacher le vrai problème de fond ! La capacité policière en général, et celle de la police fédérale en particulier, ne permet plus de faire face aux missions actuelles ! Les gouvernements (précédent et actuel) se sont évertués à gérer la sécurité des citoyens en ne tenant compte que du SEUL impact budgétaire. Il n'y a plus de vision à moyen et à long terme et, dans l'urgence, on déplace le « trou » d'un coin à l'autre du pays en espérant parer au plus urgent.

Il est grand temps de revenir à une réelle réflexion de fond sur la capacité policière. Nous attendons toujours la ventilation de ces fameux 400 millions !

Le SNPS et ses partenaires sollicitent donc que le sujet soit débattu dans les meilleurs délais en comité supérieur de concertation.

Carlo MEDO
Président National